

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission du tourisme, de l'écologie,
de la culture, de l'aménagement
du territoire et du transport aérien

Papeete, le 16 JAN. 2015

N° 7-215

**Document mis
en distribution**

Le 16 JAN. 2015

RAPPORT

relatif à un projet de délibération portant approbation de la convention annuelle 2014 ADEME – Polynésie française pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique sectorielle des déchets, entre la Polynésie française et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME),

présenté au nom de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien,

par Madame la représentante Gilda VAIHO

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 45/PR du 6 janvier 2015, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant approbation de la convention annuelle 2014 ADEME – Polynésie française pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique sectorielle des déchets, entre la Polynésie française et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).

La gestion des déchets en milieu insulaire représente un enjeu et un défi de taille. Pour la Polynésie française, la contrainte de l'insularité se trouve renforcée par des caractéristiques géographiques que sont la dispersion des gisements de déchets, l'éloignement des îles et les faibles disponibilités foncières.

Aussi, la Polynésie française souhaite-t-elle développer une politique sectorielle pour la gestion des déchets adaptée et cohérente sur l'ensemble de son territoire afin, d'une part, d'optimiser l'organisation et les infrastructures en la matière, et d'autre part, de donner un cadre d'actions et d'investissements aux divers acteurs concernés, tant publics que privés.

Pour l'accompagner dans ce dessein, la Polynésie française souhaite s'inscrire dans une démarche partenariale et contractuelle avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, ce partenariat consistant, d'une part, en un appui à la définition de cette politique sectorielle du Pays, et d'autre part, en l'accompagnement de premières actions structurantes, dans la continuité du partenariat établi depuis 2000 avec les précédents accords cadres.

La présente convention annuelle ADEME – Polynésie française, pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique sectorielle des déchets, a pour objet de définir le programme conjoint et les contributions financières que les parties conviennent de mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par le Pays en matière de gestion des déchets.

I – Les principes d'intervention

Les deux axes d'intervention retenus dans le cadre de cette convention sont les suivants :

1) Consolidation de la politique sectorielle de gestion des déchets de la Polynésie française

- a. Modernisation de la gestion des déchets à l'échelle du territoire
 - Consolidation et valorisation de l'état des lieux des gisements et l'analyse prospective de la gestion des déchets ménagers et assimilés ;
 - Acquisition de compléments de connaissance ;
- b. Préfiguration et mise en œuvre de nouvelles filières de traitement
 - Recherche des potentiels de développement d'économies circulaires locales ;
 - Accompagnement du développement des filières locales ;
 - Soutien au développement des filières soumises à la REP (Responsabilité Élargie des Producteurs).

2) Soutien à des opérations structurantes s'inscrivant dans les objectifs retenus au titre de la définition de la politique sectorielle

- a. Gestion des déchets ménagers et assimilés
 - Accompagnement de la définition et aide à l'investissement des équipements retenus au titre de la politique sectorielle des déchets et/ou préconisés dans les études d'optimisation des collectes : déchèteries ou points d'apport volontaire, centre de transfert ou de transbordement des déchets, plateformes de compostage et/ou de valorisation de la matière organique, compostage individuel ;
 - Diffusion des bonnes pratiques issues de l'appel à projets pour l'optimisation logistique et environnementale des collectes de déchets ménagers ;
- b. Conseil, information et aide à la réalisation à destination des entreprises
 - Soutien à l'activité de conseil en développement durable au sein de la CCISM ;
 - Finalisation du guide « déchets » regroupant un annuaire professionnel, des filières et leurs réglementations ;
 - Organisation d'opérations groupées et d'actions mutualisées : diagnostics déchets, conseil en entreprise sur la réduction de la production et de la toxicité des déchets, intégration de la problématique des déchets industriels banals dans la stratégie des collectivités, déploiement de labels environnementaux professionnels ;
- c. Sensibilisation à la réduction et la prévention de la production des déchets à la source et aux consignes de tri
 - Soutien à la mise en œuvre de programmes de communication, d'information et de sensibilisation du grand public, des professionnels, du jeune public ;
 - Organisation partenariale de séances de sensibilisation à destination des scolaires, des collectivités.
- d. Réhabilitation des dépotoirs communaux
 - Recensement des sites pollués ;
 - Évaluation des risques liés pour l'environnement ;
 - Classification des sites ainsi recensés et évalués.

II – Participation financière

Programmes	Axes d'intervention	Participations financières en F CFP		TOTAL
		ADEME	POLYNÉSIE FRANÇAISE	
Accompagnement de la politique sectorielle de gestion des déchets et accompagnement de premières actions structurantes	Consolidation de la politique sectorielle de gestion des déchets de la Polynésie française	13 000 000	13 000 000	26 000 000
	Soutien à des opérations structurantes s'inscrivant dans les objectifs retenus au titre de la définition de la politique sectorielle	13 000 000	13 000 000	26 000 000
TOTAL		26 000 000	26 000 000	52 000 000

La Polynésie française s'engage à mobiliser sa participation financière à hauteur de 26 000 000 F CFP pour l'année 2014. L'engagement de l'ADEME se décline de la même façon.

*
* *

Tel est donc l'objet du projet de délibération ci-joint, que le rapporteur propose à ses collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien, d'adopter.

LE RAPPORTEUR

Gilda VAIHO

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : ENV1402765DL

DÉLIBÉRATION N° 2015-9/APF

DU 3 MARS 2015

portant approbation de la convention annuelle 2014
ADEME – Polynésie française pour l'accompagnement
de la mise en œuvre de la politique sectorielle des
déchets, entre la Polynésie française et l'Agence de
l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre n° 5794 PR du 13 octobre 2014 adressée à monsieur le Haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu la lettre n° HC/2014.233/MSE du 29 octobre 2014 portant avis favorable du Haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 18 CM du 6 janvier 2015 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 338/2015/APF/SG du 18 février 2015 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 7-2015 du 16 janvier 2015 de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien ;

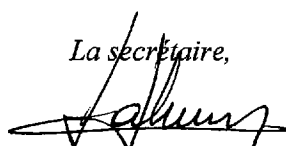
Dans sa séance du 3 mars 2015 ;

A D O P T E :

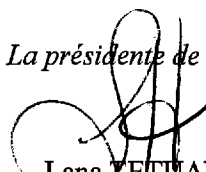
Article 1^{er}.- Conformément aux dispositions des articles 169 et 170-1 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 susvisée, l'Assemblée de la Polynésie française approuve la convention annuelle 2014 ADEME – Polynésie française pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la politique sectorielle des déchets, entre la Polynésie française et l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME).

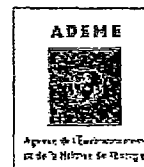
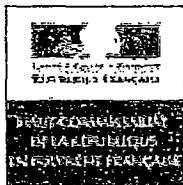
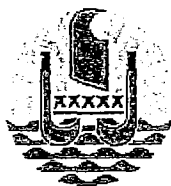
Article 2.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,


Loïs SALMON-AMARU

La présidente de séance,


Lana YETUANUI



Numéro :

Pour la POLYNESIE FRANCAISE

Numéro :

1449E0001

Pour l'ADEME

POLYNESIE FRANCAISE

CONVENTION ANNUELLE 2014 ADEME-POLYNESIE FRANCAISE POUR L'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE GESTION DES DECHETS

Entre :

L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, régi par les articles L131-3 à L131-7 et R131-1 à R131-26 du code de l'environnement ayant son siège social : 20, avenue du Grésillé – BP 90406 – 49004 ANGERS Cédex 01 inscrite au registre du commerce d'ANGERS sous le n° 385 290 309, représentée par Bruno LECHEVIN,
Agissant en tant que Président,
ci-après désignée par "l'ADEME"

d'une part,

Et :

La POLYNESIE FRANCAISE,
représentée par Monsieur Edouard FRITCH
agissant en qualité de Président de la Polynésie française
Avenue Pouvanaa a Oopa – BP 2551 – 98713 PAPEETE – TAHITI – Polynésie française

désignée ci-après par "la POLYNESIE FRANCAISE"

d'autre part

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 et modifiée par la loi organique n° 2007-1719 du 7 décembre 2007,

Vu la convention-cadre n°315-09 du 9 octobre 2009 relative à la collaboration entre l'État (ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer) et la Polynésie française,

Vu la délibération n°XXXXXX du XXXXX de l'Assemblée de la Polynésie française portant approbation de la convention annuelle d'application 2014 ADEME - POLYNESIE FRANCAISE pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique sectorielle de gestion des déchets,

Vu l'arrêté n°760/CM du Président de la Polynésie française en date du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et 11 de la troisième partie du code des impôts dans le secteur de l'environnement,

Vu les règles générales d'attribution et de règlement des aides de l'ADEME,

Vu la délibération n°09-5-4 du 7 octobre 2009 du Conseil d'administration de l'ADEME relative au système d'aide à la décision, modifiée par la délibération n°10-2-6 du 28 avril 2010 et par la délibération n°10-3-4 du 30 juin 2010,

Vu la délibération n°09-5-3 du 7 octobre 2009 du Conseil d'administration de l'ADEME, relative au dispositif d'aide déchets, modifiée par les délibérations successives du 28 avril 2010, 12 octobre 2011, 8 février 2012 et 28 novembre 2012,

Vu la délibération n°06-5-4 du 11 octobre 2006 du Conseil d'administration de l'ADEME relative au Contrat d'objectif territorial,

Vu l'arrêté n° 19-2013 APF/SG du 17 mai 2013 portant proclamation du Président de la Polynésie française

Vu la lettre n°XXXXXXX portant avis du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française

Vu le bilan qualitatif et financier de la convention annuelle d'application 2013 ADEME - POLYNESIE FRANCAISE pour l'accompagnement de la politique sectorielle des déchets, adopté le 25/04/2014 par le comité de gestion.

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE LES ELEMENTS SUIVANTS :

L'ADEME et la Polynésie Française (désignés ci-après par les partenaires) s'inscrivent dans une démarche partenariale visant à amplifier les actions de maîtrise de l'énergie, de lutte contre le changement climatique ainsi que de protection de l'environnement et de développement durable afin d'engager le territoire dans une démarche de transition énergétique, climatique et écologique.

- Dans le cadre des politiques définies par l'Etat, l'ADEME a pour mission de susciter, animer, coordonner, faciliter et, le cas échéant, réaliser toutes opérations ayant pour finalité :
 - la réalisation d'économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables, la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre le changement climatique,
 - la limitation de la production de déchets, leur collecte sélective, leur valorisation, l'économie circulaire,
 - la protection des sols et la remise en état des sites pollués,
 - la prévention et la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores,
 - le développement de démarches globales de gestion des flux.

A ce titre, elle conseille les collectivités publiques et les entreprises et soutient leurs projets. Elle contribue à sensibiliser tous les acteurs et à faire évoluer les comportements y compris du grand public.

L'ADEME entend accompagner la Polynésie française et l'ensemble des acteurs polynésiens dans leurs domaines de compétences respectifs, dans la définition et la mise en œuvre d'une politique sectorielle de gestion des déchets globale et durable.

- La POLYNESIE FRANÇAISE

La gestion des déchets en milieu insulaire représente un enjeu et un défi de taille. Pour la Polynésie française, la contrainte de l'insularité se trouve renforcée par des caractéristiques géographiques que sont la dispersion du gisement, l'éloignement des îles et les faibles disponibilités foncières.

Aussi, la Polynésie française souhaite développer une politique sectorielle pour la gestion des déchets adaptée et cohérente sur l'ensemble de son territoire afin d'une part d'optimiser l'organisation et les infrastructures en la matière, et d'autre part de donner un cadre d'actions et d'investissements aux divers acteurs concernés, tant publics que privés.

La Polynésie française souhaite, par ce projet, intégrer une démarche d'amélioration continue de ses performances en se fixant des objectifs tant quantitatifs que qualitatifs en ce domaine.

Pour l'accompagner dans ce dessein, la Polynésie française souhaite s'inscrire dans une démarche partenariale et contractuelle avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie. Ce partenariat consistant d'une part en un appui à la définition de sa politique de gestion des déchets sous une approche sectorielle et d'autre part en l'accompagnement de premières actions structurantes, dans la continuité du partenariat établi depuis 2000 avec les précédents Accords-Cadres.

Au travers de cette convention d'application annuelle, la Polynésie française et l'ADEME désignés ci-après par « les partenaires » s'inscrivent dans une démarche partenariale sur l'année 2014.

Il a été en conséquence convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention précise les modalités selon lesquelles les partenaires s'associent en vue de définir un programme d'actions au titre de l'année 2014, dénommé Convention 2014 pour l'accompagnement de la politique de gestion des déchets et des premières actions structurantes et de participer techniquement et financièrement à son exécution.

ARTICLE 2 - DEFINITION DU PROGRAMME D'ACTIONS ENVISAGE

2.1. - Contenu du programme

Le programme d'actions est décrit en annexe et fait partie intégrante de la présente convention. Ce programme prévisionnel précise les interventions conjointes, leurs modalités de mise en œuvre, les budgets nécessaires et leur répartition entre la Polynésie Française et l'ADEME, les taux maximaux de participation de chacun des signataires ainsi que les éventuels plafonds retenus pour chaque type d'action. Les systèmes d'aide mis en place doivent être rendus publics et respecter les règles communautaires, en particulier celles de la concurrence relatives aux aides aux entreprises.

2.2. - Délai de réalisation

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa notification par l'ADEME. Par notification, il faut entendre la date d'envoi par l'ADEME à chacune des parties contractantes d'un des exemplaires originaux de la présente convention signée par les parties étant entendu que :

- **d'une part**, les décisions d'attribution des aides accordées aux bénéficiaires au titre de la présente convention seront prises par le Président de l'ADEME, par les instances décisionnelles de la Polynésie Française ou de leurs représentants, au plus tard au 31 décembre 2014. Il est toutefois convenu que des décisions d'attribution d'aides prises par la Polynésie Française et l'ADEME, postérieurement au 1er janvier 2014 et antérieurement à la date de signature de la présente convention, pourront être intégrées à ladite convention sur décision du comité de gestion. Un bilan des décisions d'attribution des aides au 31 décembre 2014 sera établi par les partenaires et adopté par le comité de gestion dans un délai maximal de deux mois conformément à l'article 4.3.

- **d'autre part**, les paiements consécutifs par la Polynésie Française et l'ADEME seront réalisés dans un délai maximal de 60 mois à compter de la date de signature de la présente convention. Un bilan définitif financier et qualitatif de la réalisation finale de la convention sera effectué conjointement au plus tard dans un délai de 4 mois à compter des derniers paiements effectués par la Polynésie Française et l'ADEME au titre de la présente convention.

2.3.- Modifications

Au cas où les partenaires envisageraient de modifier la durée et/ou le contenu de la présente convention, et après accord préalable sur les modifications proposées, un avenant sera établi en conséquence.

Il est toutefois convenu entre les parties que le bilan des décisions d'attribution des aides, mentionné à l'article 2.2., permet de désengager les reliquats constatés pour la Polynésie Française et l'ADEME, sans recourir à un avenant.

ARTICLE 3- CONTRIBUTIONS FINANCIERES POUR L'ANNEE 2014

3.1. La dotation financière globale s'établit à 435 760 euros (soit 52 000 000 XPF), comme précisé à l'annexe financière de la présente convention :

dont 217 880 euros (soit 26 000 000 XPF) pour la Polynésie Française,
dont 217 880 euros (soit 26 000 000 XPF) pour l'ADEME

La ventilation financière entre les différents programmes est précisée en annexe financière.

3.2. Des crédits Fonds Européen de Développement (FED), Fonds Exceptionnel d'Investissement (FEI) ou Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP), gérés ou non en subvention globale par l'un ou l'autre des partenaires, pourront venir s'ajouter aux engagements financiers mentionnés ci-dessus.

3.3. Les crédits non engagés dans l'année de la présente convention d'application ne seront pas reportés et seront réintégrés respectivement dans le budget de chacun des partenaires.

ARTICLE 4 – MODALITES GENERALES DE FONCTIONNEMENT

La présente convention est gérée par un comité de gestion paritaire

4.1. Composition du Comité de gestion

Le comité de gestion est composé du Président de la Polynésie Française et du Président de l'ADEME ou de leur représentant dûment habilités.

Le président du comité de gestion est le Président de la Polynésie Française ou son représentant.

Le secrétariat du Comité de Gestion est assuré par la Représentant de l'ADEME en Polynésie Française qui en est également rapporteur.

Le Délégué de l'Etat, Haut-Commissaire de la République en Polynésie Française ou son représentant assiste au comité de gestion.

Pourront être associées à titre consultatif toutes personnes qualifiées jugées nécessaires par le Comité.

4.2 Instruction des dossiers

Après réception des dossiers selon un dispositif défini en commun, l'instruction est réalisée au regard des critères et des systèmes d'aides applicables :

- l'instruction des demandes d'aides est assurée conjointement par l'ADEME et la Polynésie Française,

Les partenaires veillent à recueillir, autant que de besoin, l'avis des organismes et/ou services du Pays concernés, chacun dans son domaine de compétence technique.

4.3 Examen des dossiers par le comité de gestion

Les dossiers après instruction sont soumis au Comité de Gestion.

Le comité de gestion se prononce sur les aides susceptibles d'être apportées au titre de la présente convention par la Polynésie Française et l'ADEME préalablement aux décisions d'attribution des financements par la Polynésie Française et l'ADEME, dans les conditions mentionnées à l'article 6.1 ci-dessous.

La règle de l'unanimité des partenaires financiers est appliquée.

Il se prononce conformément aux règles relatives au cumul des aides publiques dans le cadre des réglementations européenne et nationale. Le comité de gestion veille en outre à la publicité et au respect des critères et systèmes d'aide applicables à chaque partenaire, tels que définis notamment par le Conseil d'Administration de l'ADEME ainsi qu'aux critères définis à l'annexe à la présente convention. Il s'assure de la communication à mettre en œuvre pour les actions aidées dans le cadre du présent programme.

Le comité de gestion adopte les bilans suivants établis par les partenaires :

- le bilan des décisions d'attribution des aides prévu à l'article 2.2 de la présente convention,
- le bilan financier et qualitatif en fin d'exécution du programme, visé à l'article 2.2 de la présente convention.

ARTICLE 5 – GESTION SEPARÉE DE LA CONVENTION

5.1 La contribution financière de chacun des partenaires financiers est conservée sur son budget propre et gérée selon ses propres procédures.

5.2 Le Comité de gestion se prononce sur les demandes d'aides susceptibles d'être financées au titre de la présente convention. Sur la base des propositions du Comité de gestion, les décisions de financement relèvent pour la Polynésie Française de ses instances délibératives et pour l'ADEME du Président ou de son représentant dûment habilité, dans le cadre des procédures propres à l'Agence.

Des dossiers pourront être gérés en alternance, chaque partenaire portant alors l'ensemble des financements publics.

Les dossiers pourront être répartis alternativement entre la Polynésie française et l'ADEME, l'entité choisie apportant alors le montant total des aides selon les taux d'aide cités en annexe, en

respect avec les règles du Conseil d'Administration pour l'ADEME ou de l'Assemblée de Polynésie française pour la Polynésie française.

Par ailleurs, les engagements financiers de l'ADEME restent subordonnés, d'une part à l'obtention des autorisations d'engagement, compte-tenu des moyens financiers inscrits par les lois de finances, et d'autre part au respect des procédures d'attribution y afférentes.

Les engagements financiers de la Polynésie Française resteront subordonnés, d'une part à l'inscription des crédits correspondant au budget, d'autre part au respect des procédures d'attributions des aides de cette collectivité.

ARTICLE 6 - MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES

6.1. - Décision du Comité de Gestion

Chaque décision du Comité de Gestion est signifiée dans un document à double entête assorti des logos respectifs des partenaires et co-signé par le Président de la Polynésie Française et le Président de l'ADEME ou par leurs représentants dûment habilités. Elle rappelle explicitement la double origine des aides attribuables au titre de la convention.

6.2. - Décision d'attribution des aides

Pour la Polynésie française, le Président de la Polynésie française rapporte devant le Conseil des Ministres et/ou l'Assemblée de Polynésie française les propositions du Comité de gestion dans les termes où ils sont arrêtés par celui-ci, pour délibération exécutoire.

La décision d'attribution de l'aide est prise par le président de l'ADEME, les instances décisionnelles de la Polynésie Française ou par leurs représentants habilités, chacun pour la partie le concernant, en fonction des propositions du comité de gestion et selon les règles communes arrêtées dans la présente convention.

6.3. - Règlement des aides

Pour chaque opération, les conditions et modalités de règlement financier des aides sont définies dans les conventions et décisions passées avec les bénéficiaires des aides et rédigées par chaque partenaire pour ce qui le concerne.

Les systèmes d'aide appliqués sont ceux d'une part notifiés auprès de la Commission Européenne à la date d'engagement des aides, et d'autre part exemptés tels que le règlement « de minimis », ceux-ci concernant le champ des énergies renouvelables, de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des transports, des déchets, de la qualité de l'air, de l'ingénierie financière.

ARTICLE 7 – SUIVI DES ACTIONS

Les partenaires se tiendront informés réciproquement et périodiquement de l'état d'avancement des engagements, des paiements, des désengagements et des remboursements effectués dans le cadre de la présente convention.

En outre, l'ADEME s'engage à mettre en place un suivi des actions retenues dans le cadre de la présente convention de manière notamment à en faciliter l'évaluation. A cette fin, la Polynésie

Française s'engage à coopérer avec l'ADEME dans la collecte des informations nécessaires relatives à chacune des opérations. L'ADEME et la Polynésie Française établiront les synthèses et évaluations à partir de l'ensemble des données collectées.

ARTICLE 8- PUBLICITE ET DIFFUSION DES RESULTATS DES OPERATIONS AIDEES

Tout document d'information, toute manifestation publique et tout document technique relatif à la présentation des résultats pour une opération aidée devront mentionner que l'aide a été obtenue en application de la convention signée entre l'Etat, l'ADEME et la Polynésie Française.

ARTICLE 9- RESILIATION

Le non-respect d'une des dispositions de la présente convention par l'un des partenaires pourrait entraîner de plein droit sa résiliation par les autres.

Dans cette hypothèse, les conventions d'attribution des aides aux bénéficiaires continueraient à produire tous leurs effets jusqu'à leur complète exécution.

ARTICLE 10- LITIGES

En cas de contestations, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant la juridiction compétente en la matière.

ARTICLE 11 – VALIDITE

Cette convention demeurera en vigueur jusqu'à l'extinction complète des obligations respectives des parties.

Fait en cinq exemplaires originaux, à _____, le _____

Le président de la Polynésie Française
Edouard FRITCH

Le Président de l'ADEME,
Bruno LECHEVIN

Date de notification :

ANNEXES

A LA CONVENTION

Année : 2014

Numéro ADEME : 1449E0001

Annexe titre 1 : Annexe financière

REPARTITION FINANCIERE PREVISIONNELLE-
PAR PROGRAMME

Année : 2014

REPARTITION

BUDGET : 435 760 euros soit 52 000 000 XPF

Les contributions financières envisagées dans la présente convention se répartissent de la manière suivante :

Programmes	Axes d'intervention	Participations financières		TOTAL
		ADEME	POLYNESIE FRANCAISE	
Accompagnement de la politique sectorielle de gestion des déchets et accompagnement de premières actions structurantes	Consolidation de la politique sectorielle de gestion des déchets de la Polynésie française	108 940 € 13 000 000 XPF	108 940 € 13 000 000 XPF	217 880 € 26 000 000 XPF
	Soutien à des opérations structurantes s'inscrivant dans les objectifs retenus au titre de la définition de la politique sectorielle	108 940 € 13 000 000 XPF	108 940 € 13 000 000 XPF	217 880 € 26 000 000 XPF
TOTAL		243 020 € 26 000 000 XPF	243 020 € 26 000 000 XPF	435 760 € 52 000 000 XPF

Cette répartition financière des interventions ADEME-Polynésie française devra tendre vers un soutien à part égale aux opérations d'investissements structurants.

Ces montants sont entendus Hors-Taxe. Les taxes, et notamment la TVA, étant supportées par la maîtrise d'ouvrage de chaque opération.

Annexe titre 2 : Annexe technique

1 - Préambule

REGLES GENERALES CONCERNANT LES CONTRIBUTIONS FINANCIERES

Les enveloppes financières figurant au tableau (annexe titre 1) et dans les fiches ci-après (annexe titre 3) représentent une prévision indicative de répartition des montants totaux prévus à la présente convention d'application annuelle.

Les systèmes d'aides en vigueur (taux de subvention, plafonds d'aides...) à l'ADEME comme à la Polynésie française sont appliqués sur avis favorable du comité de gestion.

La Polynésie française et l'ADEME pourront lancer des appels à projets sur certaines filières.

Chaque fiche présente pour chaque partenaire les taux maximaux d'intervention applicables aux différentes opérations.

A défaut de régime d'aide ou d'aménagement spécifique précisé dans les fiches jointes, les actions soutenues dans le cadre de la présente convention doivent respecter les systèmes d'aide et les règles associées, approuvés par le Conseil d'Administration de l'ADEME. Les aides de la Polynésie Française seront conformes à ses règles d'intervention auquel se rapporte chaque opération aidée.

En tout état de cause, les aides respectent la réglementation européenne relative aux aides d'Etat.

Pour le secteur concurrentiel, les taux d'aide ne pourront pas dépasser 70% des dépenses admissibles pour les TPE et petites entreprises, 60% pour les moyennes entreprises, 50% pour les grandes entreprises au sens communautaire des termes.

Pour les différents programmes de la convention, les modalités d'intervention pourront être les suivantes :

- l'animation
- l'aide à la décision
- les opérations d'innovation
- les opérations de démonstration
- les opérations exemplaires
- les opérations de diffusion
- l'observation
- l'évaluation
- la formation
- la communication-sensibilisation

Les modalités d'intervention soutenues pourront dépendre des domaines concernés, elles pourront concerner :

1. les actions développées en direct (maîtrise d'ouvrage) par l'un ou l'autre des signataires. Dans ce cas, la totalité des financements émerge au partenariat. En outre, les commandes effectuées par chacun des partenaires seront réalisées dans le respect des règles qui leur sont

opposables et le respect des principes de liberté d'accès, d'égalité de traitement des candidats, de transparence des procédures, d'efficacité de la commande publique et de bon emploi des deniers publics,

2. l'aide à la décision par les études (diagnostic, études de faisabilité, conseils...) ou par le soutien de l'aide aux chargés de mission,

3. le soutien aux actions de communication et de formation,

4. le soutien à la recherche (mais non prioritaire),

5. l'aide à la diffusion des équipements éprouvés, l'aide aux opérations de démonstration (« opérations-pilotes ») et exemplaires.

Il est important de noter que les commandes liées à la réalisation des projets doivent être postérieures à l'accusé de réception de la demande d'aide.

Par ailleurs, des règles générales sont adoptées concernant les taux d'aide pour les types d'opération suivants :

▪ **OPERATIONS D'INTERET GENERAL**

Le Comité de Gestion peut décider le financement jusqu'à 100 % d'actions d'intérêt commun à l'ADEME et la Polynésie Française, s'inscrivant dans les priorités de la présente convention et dont ils seront maîtres d'ouvrage. Dans ce cas, les signataires de la présente convention annuelle pourront désigner un maître d'ouvrage délégué parmi les signataires de la convention.

▪ **AIDE A LA DECISION**

Les modalités d'aide à la décision sont fixées selon les modalités particulières arrêtées dans les fiches ci-après, ou selon les règles générales de l'ADEME et les critères d'intervention de la Polynésie Française.

Les études exclusivement réglementaires ne sont pas éligibles.

Pour être éligibles, les études doivent être réalisées par des bureaux d'études indépendants.

▪ **AIDE A L'INVESTISSEMENT**, opérations de diffusion, opérations exemplaires et opérations de démonstration, opérations d'innovation.

Les modalités d'aide sont fixées selon les modalités particulières arrêtées dans les fiches ci-après ou selon les règles générales de l'ADEME et les critères d'intervention spécifiques de la Polynésie Française. S'agissant des opérations de maîtrise de l'énergie ou d'énergie renouvelable, un diagnostic ou étude de projet doit accompagner la demande d'aide.

Le Comité de gestion se prononce sur les aides susceptibles d'être attribuées conformément aux règles applicables à chaque partenaire et à leurs procédures affichées dans la présente annexe technique ainsi qu'aux règles relatives au cumul des aides publiques dans le cadre de la réglementation européenne et nationale.

Les aides attribuées sont conformes :

- aux lignes directrices concernant les aides d'Etat pour la protection de l'environnement,

- au règlement CE 800/2008 de la Commission du 06/08/2008 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec les articles 87 et 88 du traité : règlement général d'exemption par catégorie,
- aux lignes directrices de la Communauté concernant les aides d'Etat au secteur agricole (JO C28 du 01/02/2000),
- aux dispositifs d'aides notifiés auprès de l'Union européenne et notamment le système d'aide ENR adopté par le Conseil d'administration de l'ADEME le 9 octobre 2008, régime notifié N 584/2008,
- au dispositif RDI, régime cadre exempté d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation n°X60/2008,
- au Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission, du 15 décembre 2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides *de minimis*,
- au régime cadre environnement n°669/2008,
- au régime cadre exempté de notification X63/2008,
- au règlement 1857/2006 relatif aux aides au secteur agricole primaire.

Pour l'ADEME :

Pour sa part, l'ADEME accordera ses aides conformément aux décisions de son Conseil d'administration.

Pour la Polynésie Française :

Les dispositifs d'intervention sont définis conformément à la réglementation en vigueur.

2 - OPERATIONS D'INTERET GENERAL

2.1 - Principe

Le Comité de Gestion peut décider le financement jusqu'à 100 % du coût total pour les actions d'intérêt commun à la Polynésie française et à l'ADEME s'inscrivant dans les priorités de la présente convention (études, communication, formation, animation.).

Ces actions sont alors réalisées sous la maîtrise d'ouvrage de l'un ou l'autre des signataires, ou les deux.

2.2 – Modalités d'intervention

Modalité d'intervention : 100 % maximum du coût total

3 - AIDE A LA DECISION – aides aux études

3.1 - Principe

Les modalités d'aide à la décision sont fixées selon le système d'aides à la décision de l'ADEME rappelées dans le tableau ci-dessous, ou selon les modalités particulières arrêtées dans les fiches ci-après.

Définition des prestations aidées :

Le dispositif de soutien aux études de l'ADEME s'articule autour de trois niveaux

complémentaires :

H Le *pré-diagnostic* qui permet de dresser un bilan technique rapide permettant notamment d'engager des investissements simples ou déclenchant des études techniques ou des démarches plus conséquentes. La réalisation de cette étude doit être rapide et limitée à quelques jours.

H Le *diagnostic* qui permet un état des lieux approfondi à caractère technique et/ou organisationnel de la situation avec une étude critique et comparative des différentes solutions envisageables.

H L'*étude de projet* qui regroupe différentes missions de conseil permettant d'accompagner le maître d'ouvrage dans la réalisation d'investissement ou la mise en place de démarche après la phase de diagnostic. Ces missions de conseil se déclinent en :

- étude de faisabilité : étude approfondie préalable à un investissement,
- étude de préfiguration d'une solution organisationnelle,
- étude de marché ou étude à caractère économique ou juridique,
- mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Dans le cadre de la présente convention l'ADEME et la Polynésie française n'apportent pas d'aide pour la réalisation d'études à caractère réglementaire ou obligatoire (études d'impact...)

Règles de cumul :

L'ADEME plafonne ses aides dans le cadre de ses interventions en Polynésie française suivant les mêmes règles de cumul des aides publiques que celles qu'elle applique sur le territoire métropolitain et dans les DOM, sauf dispositions spécifiques approuvées par son Conseil d'administration

Les plafonds d'aides fixés dans ce dispositif sont applicables aux aides de l'ADEME attribuées à un bénéficiaire relevant du secteur concurrentiel ou non concurrentiel.

Les aides de l'ADEME, cumulées avec d'autres aides publiques, doivent également respecter les dispositions suivantes :

Secteur concurrentiel

Le cumul des aides publiques doit respecter les intensités d'aide maximum autorisées par le Régime-cadre exempté de notification X63/2008, à savoir :

	Études environnementales
Petites entreprises	70 % du coût de l'étude
Entreprises moyennes	60 % du coût de l'étude
Grandes entreprises	50 % du coût de l'étude

Secteur non concurrentiel

Le cumul des aides publiques ne doit pas dépasser 80 % du coût total de l'opération lorsque le financement inclut une aide de l'Etat. En l'absence d'aide de l'Etat au sens du décret n°99-1060 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissements, le cumul des aides publiques pourra aller jusqu'à 100%.

Rappel : on applique le secteur non concurrentiel

- Lorsque l'aide constitue la compensation d'une mission de service public c'est-à-dire lorsque l'aide répond à 4 critères cumulatifs :

- la personne bénéficiaire de l'aide sera effectivement chargée d'une mission de service public,
- les paramètres sur la base desquelles l'aide est calculée doivent être préalablement établis de façon objective et transparente,
- l'aide ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution de la mission de service public en tenant compte des recettes perçues et d'un bénéfice raisonnable,
- la personne chargée de la mission de service public devra avoir été sélectionnée dans le cadre d'une procédure de marché ou à défaut l'aide devra être déterminée sur la base d'une analyse des coûts qu'une entreprise moyenne, bien gérée et correctement équipée, aurait encourus.

- Lorsque l'activité visée par l'aide n'aura pas un caractère économique. C'est le cas des activités de puissance publique, des « activités purement sociales » mais aussi les activités d'enseignement public.

3.2 – Modalités d'intervention

Secteur non concurrentiel

Modalités des aides : 70 % maximum des dépenses éligibles.

Secteur concurrentiel

Modalités des aides : 50 % maximum des dépenses éligibles.

Bonus : + 10% (moyenne entreprise), 20% (petite entreprise).

Rappel des plafonds des dépenses éligibles :

- Prédiagnostic : 5 000 euros (soit 596 659 FCFP)
- Diagnostic : 50 000 euros (soit 5 966 587 FCFP)
- Études projet : 100 000 euros (soit 11 933 174 FCFP)

4 - AIDE A L'INVESTISSEMENT

4.1 – Principe

Les partenaires appliquent dans le cadre de la présente convention les types d'opération en usage dans les systèmes d'aide de l'ADEME.

L'aide à l'investissement relève des procédures d'aide mises en œuvre dans le cadre de la convention annuelle d'application et concerne les thématiques définies dans chaque fiche exposée ci-après et qui fixent les taux d'aide.

Les définitions des opérations exemplaires et opérations de démonstration sont celles du Conseil d'Administration de l'ADEME. Les modalités d'aide sont fixées selon les règles générales de l'ADEME ou selon les modalités particulières arrêtées dans les fiches ci-après.

Opération de démonstration : premières mises en œuvre de technologies issues de la Recherche/Développement ou transférées vers des applications nouvelles. Une grande importance sera apportée à l'étude préalable du caractère démonstratif donc reproductible des projets de démonstration.

Opération exemplaire : vise à introduire et développer, dans un territoire des technologies, des pratiques ou modes d'organisation permettant de progresser de manière exemplaire dans la voie d'un développement durable. Il s'agit de prouver, par des réalisations pratiques et accessibles, la faisabilité de projets perçus localement comme innovants et d'en tirer un maximum d'enseignements en vue d'une diffusion plus large. Taux d'aide ADEME de 30% pouvant, en fonction de l'intérêt des projets, être porté à 40%.

Opération de diffusion : ensemble des aides à des opérations qui ne présentent pas de caractère exemplaire ou de démonstration et utilisant des techniques, pratiques ou systèmes éprouvés.

Dans tous les cas, les taux indiqués ci-dessus sont compatibles avec l'encadrement communautaire des aides. Le nouveau régime européen en place au 23 janvier 2009 élève notamment le taux d'aides publiques de 30-40% à 50-60% pour les grandes entreprises et de 50-60% à 70-80% pour les petites entreprises.

4.2 – Modalités d'intervention

- Pour l'ADEME :

Opération de démonstration : 40 % maximum de l'assiette

Opération exemplaire : 30 % maximum de l'assiette

Opération de diffusion : variable selon la nature de l'opération (*cf dispositif d'aides 2010-2012*)

Pour les territoires de l'outre mer et la Corse, les modalités prévues sur le territoire continental sont complétées par les principes suivants :

- *pour les équipements et travaux les plafonds d'assiette sont augmentés de 30%,*
- *pour les aides aux équipements, travaux et actions de sensibilisation/formation et pour le secteur non concurrentiel, les taux d'aides maximum peuvent être augmentés de 20 points (passage de 30% à 50% pour les équipements de recyclage ou compostage ...).*

Les évolutions susceptibles d'être adoptées par les instances de l'ADEME en 2012 seront répercutées dans le cadre de la présente convention. Par exemple, il est envisagé de porter de 20 % à 30 % le taux maximum d'aides aux investissements de modernisation des centres de tri de recyclables ménagers, sur le territoire continental. Les collectivités de Polynésie Française seront incitées à favoriser la programmation territoriale des investissements sans en faire une condition strictement bloquante des aides.

Le dispositif spécifique à l'outre mer et à la Corse est présenté dans le tableau ci-dessous sur la base du régime d'aide adopté par la délibération n°09-5-3 du 7 octobre 2009 du Conseil d'administration de l'ADEME, modifiée par la délibération n°10-2-5 du 28 avril 2010, relative au système d'aides déchets.

	Descriptif	Plafond de coût éligible	Taux d'aide MAXIMUM bonifié en secteur non concurrentiel
Pré-diagnostic	Bilan technique rapide (quelques jours)	5 000 €	70%
Diagnostic	Etat des lieux approfondi à caractère technique et/ou organisationnel avec une étude critique et comparative	50 000 €	
Etude de projet	accompagnement des maîtres d'ouvrage lors de la réalisation d'investissement réalisé par un prestataire extérieur	100 000 €	
Contrat d'objectif territorial	Chargé de mission de la gestion des déchets »	230 000€ sur 3ans	30%
Prévention	Accompagnement des plans et programmes : Plans Départementaux Programmes Locaux	Aide forfaitaire maximale par habitant 0,25€/hab/an, 5 ans maxi Selon la taille de la collectivité de 0,6 à 1,5 €/hab/an	
Redevance enlèvement des OM	Mise en place Investissement Bacs et conteneurs	Aide forfaitaire par habitant : 11€/hab 6,5M€ 50% 35%	
Investissements	Equipements de prévention, recycleries	650 000 €	70%
	Equipement de collectes sélectives de recyclables secs, Station de transferts	10 M€	50%
	Déchèteries		
	Aménagement	65 000 €	50%
	Création et rénovation	650 000 €	50%
	Centres de tri des recyclables secs	13 M€	40%
	Compostage et méthanisation des biodéchets (hors traitement mécano biologique) Opération de recyclage	13M€	50%
	Compostage domestique	6.5M€	70%
	Incinération avec valorisation de l'énergie (respect du critère d'efficacité énergétique R1)	20 M€	30%
	Réhabilitation des décharges Résorption des dépôts sauvages	1,95M€	50%
	Opération de démonstration	13 M€	70%
Sensibilisation/ Communication Formation	Centre de stockage Petit Matériel d'exploitation	10M€ 200 000 €	30% 80%
	Impliquer davantage les acteurs Développement des compétences locales	Montant HT de l'opération	70 %

- Pour la Polynésie française :

Selon opération :

- aides financières aux communes ;
- aides financières aux personnes morales autres que les communes (Loi du Pays n°2009-15 du 24 août 2009) : Subventions destinées au financement d'une action particulière ou à la réalisation de projets d'investissement matériel ou immatériel applicables aux personnes morales de droit privé.

Annexe titre 3 : Annexe technique

Fiche n°1

CONSOLIDATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DE GESTION DES DÉCHETS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ENJEUX ET OBJECTIFS

La gestion des déchets en Polynésie française est caractérisée par un certain nombre de spécificités issues de la géographie, de la démographie et de l'évolution des habitudes de consommation.

Les gisements sont très dispersés et hétérogènes : les $\frac{3}{4}$ du tonnage étant produits sur Tahiti et Moorea, le reste étant réparti sur plusieurs dizaines d'îles produisant de quelques dizaines à quelques milliers de tonnes par an.

Cette dispersion géographique des gisements, doublée d'un éloignement des lieux de traitement spécialisés pour certains types de déchets (notamment dangereux) rend particulièrement complexe toute approche économique et environnementale sur les déchets des îles en dehors de Tahiti et Moorea.

La connaissance en matière de production des déchets ménagers et assimilés a notamment progressé grâce à une première étude globale à l'échelle du territoire, menée en 2012, complétant notamment la caractérisation menée en 2011 sur Tahiti et Moorea.

Par ailleurs, depuis 2012, plusieurs collectivités ont contribué volontairement à l'alimentation de la base de données nationale SINOE®, quant à la collecte et au traitement des déchets ménagers.

Une analyse prospective a permis d'identifier des modes de gestion pertinents adaptés à chaque contexte et de pointer le besoin de généraliser la collecte des déchets dangereux sur l'ensemble du territoire polynésien.

Les réflexions sur la mise en place de filières Responsabilité Élargie du Producteur (REP) se sont notamment concrétisées, en 2013, par le lancement d'une étude de faisabilité technico-économique.

Par ailleurs, plusieurs filières ne sont pas ou peu organisées (déchets dangereux, encombrants, déchets verts, ...) ou ne trouvent pas d'exutoire adapté ; l'appui à l'émergence de ces filières, notamment en valorisation locale, pourrait constituer d'intéressantes opportunités de développement.

Le Code Général des Collectivités Territoriales polynésien prévoit que les communes doivent exercer pleinement leur compétence en matière de collecte et de traitement des déchets ménagers depuis le 31/12/11.

Objectifs :

- **Consolider la politique sectorielle par des études à caractère technique, économique, environnemental, organisationnel ou juridique**
- **Définir et aider les collectivités et les entreprises à structurer des nouvelles filières de traitement de déchets**

DESCRIPTIF DES ACTIONS

1. Modernisation de la gestion des déchets à l'échelle du territoire

- Consolidation et valorisation de l'état des lieux des gisements et l'analyse prospective de la gestion des déchets ménagers et assimilés
- Acquisition de compléments de connaissance et d'analyse relatifs à d'autres types de déchets spécifiques
- Capitalisation des données concernant la gestion des déchets, notamment celles recueillies grâce aux enquêtes SINOE
- Rédaction de plans de gestion ou de schémas directeurs opérationnels pour ces déchets spécifiques

2. Préfiguration et mise en œuvre de nouvelles filières de traitement

- Recherche des potentiels de développement d'économies circulaires locales
 - Communication / sensibilisations des publics-cibles sur la valorisation-matière, le recyclage, ...
 - Lancement d'un Appel à Manifestation d'Intérêt sur les filières de valorisation locales, ouvert aux collectivités et aux entreprises
- Accompagnement du développement des filières locales
 - Promotion du compostage et de la valorisation des bio-déchets (des ménages, agricoles et professionnels)
 - Accompagnement de la valorisation des inertes (déchets du BTP, pneumatiques, verre, ...)
 - Collecte et traitement des déchets dangereux
- Soutien au développement des filières soumises à la REP (Responsabilité Élargie des Producteurs)
 - Ciblage des filières REP à mettre en œuvre
 - Rédaction des textes réglementaires correspondants
 - Sensibilisation et communication auprès des professionnels concernés
 - Accompagnement de la mise en place d'éco-organismes ou de systèmes mutualisés
 - Aide au développement de filières de recyclage locales ou optimisation de filières d'export

MODALITÉS D'INTERVENTION

Conformément à l'annexe titre 2.

BENEFICIAIRES

- les prestataires d'assistance à la maîtrise d'ouvrage ou d'études (marché sous maîtrise d'ouvrage de l'un ou l'autre des partenaires)

**SOUTIEN À DES OPÉRATIONS STRUCTURANTES S'INSCRIVANT DANS LES
OBJECTIFS RETENUS AU TITRE DE LA DÉFINITION DE LA POLITIQUE
SECTORIELLE**

ENJEUX ET OBJECTIFS

Le Code Général des Collectivités Territoriales polynésien prévoit que les communes doivent exercer pleinement leur compétence en matière de gestion des déchets ménagers depuis le 31/12/11.

Un syndicat mixte ouvert (SMO) pour le traitement des déchets a été créé en 2012, auquel la majorité des communes de Tahiti et Moorea ont transféré leur compétence de traitement.

Un dispositif de collecte sélective en porte-à-porte pour les déchets ménagers classiques est en place sur les îles de Tahiti et Moorea, complété par un centre de tri et l'organisation de filières d'exportation (principalement vers l'Asie du Sud-Est) d'une part, et l'orientation des déchets non valorisables vers le centre d'enfouissement technique (CET) de Païhoro.

La réalité est toute autre pour les autres archipels ; si quelques communes ont mis en place une collecte sélective (notamment dans les Îles Sous le Vent, en porte à porte ou en PAV) ou se sont dotées d'un CET (Bora-Bora) ou de plateformes de compostage, il n'existe bien souvent que des décharges brutes non contrôlées, parfois saturées.

Une connaissance plus fine des dépotoirs communaux s'avère nécessaire tant sur leur localisation que pour l'évaluation des risques sanitaires et environnementaux liés.

Plusieurs actions visant à l'optimisation logistique et environnementale des collectes de déchets ménagers ont, par ailleurs, été organisées suite au lancement d'un appel à projets ; plusieurs mises en œuvre de préconisations en étant issues sont déjà observées.

En complément, le SMO a souhaité étudier sur son territoire l'opportunité de développer un réseau de déchetteries, outils actuellement absents du territoire.

Parallèlement, la cellule de développement durable de la CCISM propose aux entreprises polynésiennes des visites-conseils, intégrant notamment les problématiques de réduction et d'optimisation de la gestion des déchets des entreprises.

La sensibilisation et l'éducation au développement durable doivent demeurer des priorités afin de permettre, d'une part, une réduction efficace des déchets à la source et, d'autre part, un fonctionnement optimum des systèmes de traitement mis en place (tri, compostage, ...). Le soutien de l'ADEME et du Pays a ainsi pu être de nouveau apporté à une animation scolaire particulièrement appréciée, traitant du tri des déchets, et qui a pu être également organisée pour la première fois aux Îles Sous le Vent.

Enfin, l'édition 2013 de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets en Polynésie française a connu une importante progression du nombre d'événements labellisés et d'acteurs impliqués.

Objectifs :

- Contribuer à la fermeture et à la réhabilitation des décharges non contrôlées
- Favoriser la réalisation des études et des investissements nécessaires à la collecte, au regroupement, au recyclage, à la valorisation et à l'élimination des déchets ménagers et assimilés
- Valoriser les opérations soutenues et diffuser les bonnes pratiques
- Réduire l'impact des déchets industriels sur l'environnement et sur les installations de traitement de la collectivité
- Sensibiliser largement à la problématique des déchets et aux éco-gestes associés

DESCRIPTIF DES ACTIONS

1. Gestion des déchets ménagers et assimilés

- Accompagnement de la définition et aide à l'investissement des équipements retenus au titre de la politique sectorielle des déchets et/ou préconisés dans les études d'optimisation des collectes, notamment des projets-pilotes :
 - Déchèteries ou points d'apport volontaire
 - Centres de transfert ou de transbordement des déchets
 - Plateformes de compostage et/ou de valorisation de la matière organique
 - Programme de compostage individuel...
- Diffusion des bonnes pratiques issues de l'appel à projets pour l'optimisation logistique et environnementale des collectes de déchets ménagers

2. Conseil, information et aide à la réalisation à destination des entreprises

- Soutien à l'activité de conseil Développement Durable au sein de la CCISM
- Finalisation du guide « déchets » regroupant un annuaire des professionnels, des filières et de leurs réglementations
- Organisation d'opérations groupées et d'actions mutualisées, ciblant des secteurs définis en lien avec la CCISM :
 - o Diagnostics déchets
 - o Conseil en entreprise sur la réduction de la production et de la toxicité des déchets
 - o Intégration de la problématique des déchets industriels banals dans la stratégie des collectivités (ouverture des déchèteries aux professionnels, redevance spéciale, ...)
 - o Déploiement de labels environnementaux professionnels

3. Sensibilisation à la réduction et la prévention de la production des déchets à la source et aux consignes de tri

- Soutien à la mise en œuvre de programmes de communication, d'information et de

sensibilisation du grand public, des professionnels, du jeune public, des scolaires, ...

- Organisation partenariale de séances de sensibilisation à destination des scolaires, des collectivités, ...

4. Réhabilitation des dépotoirs communaux

- Recensement des sites pollués (notamment dépotoirs communaux non contrôlés)
- Evaluation des risques liés pour l'environnement
- Classification des sites ainsi recensés et évalués

MODALITES D'INTERVENTION

Conformément à l'annexe titre 2.

BENEFICIAIRES

- les entreprises, les organisations professionnelles, les syndicats libres ou d'aménagement de ZAC ou de ZI, représentant les entreprises
- les organismes publics
- les collectivités locales (communes, EPCI)
- les prestataires d'études et de services
- les associations